

Résilience et inclusion économique des réfugiés : le cas des réfugiés nigériens dans la région de l'Extrême-Nord

Resilience and Economic Inclusion of Refugees: The Case of Nigerian Refugees in the Far North Region

Alexis KANGATLAM

École Nationale Supérieure Polytechnique de Maroua, Université de Maroua, Cameroun.

Résumé. L'article traite des défis auxquels les réfugiés du Cameroun, en particulier ceux du camp de Minawao, sont confrontés en raison de la crise humanitaire et de leur situation de vulnérabilité. Le Cameroun abrite un nombre important de réfugiés, principalement en provenance de la République Centrafricaine et du Nigeria, et fait face à une pression croissante sur ses ressources naturelles et sociales. Le camp de Minawao au Cameroun, qui héberge des réfugiés, est surpeuplé et fait face à des problèmes d'insécurité alimentaire, de pénurie d'eau et de terres cultivables, aggravés par un manque d'infrastructures et de financement humanitaire. L'inclusion économique des réfugiés, par l'accès à des ressources telles que l'emploi, la formation et les services financiers, est vue comme une solution potentielle pour améliorer leur situation. En intégrant les réfugiés dans l'économie locale, il serait possible d'améliorer leur sécurité alimentaire et de renforcer leur résilience face aux crises. L'article fait référence à des théories économiques et sociales soutenant que l'inclusion économique peut réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des réfugiés, en leur permettant d'accéder à des ressources pour subvenir à leurs besoins essentiels. Les hypothèses de l'étude sont que l'inclusion économique pourrait avoir un impact positif sur la sécurité alimentaire (en permettant aux réfugiés d'accéder à des aliments diversifiés et nutritifs) et sur leur résilience face aux défis environnementaux et socio-économiques. Cette approche viserait à réduire la dépendance des réfugiés à l'aide humanitaire, leur permettant ainsi de devenir plus autonomes. Enfin, l'article appelle à des initiatives durables, telles que la gestion des ressources naturelles et la création d'opportunités économiques locales, pour améliorer la vie des réfugiés tout en minimisant les tensions avec les communautés d'accueil.

Mots-clés : *Relèvement ; Inclusion ; Protection ; Réfugiés ; Solutions durables.*

Abstract. The article discusses the challenges facing refugees in Cameroon, particularly those in the Minawao camp, as a result of the humanitarian crisis and their situation of vulnerability. Cameroon is home to a large number of refugees, mainly from the Central African Republic and Nigeria, and is facing increasing pressure on its natural and social resources. The Minawao refugee camp is overcrowded and faces problems of food insecurity, water shortages and lack of arable land, compounded by a lack of infrastructure and humanitarian funding. The economic inclusion of refugees, through access to resources such as employment, training and financial services, is seen as a potential solution to improve their situation. By integrating refugees into the local economy, it would be possible to improve their food security and strengthen their resilience in the face of crises. The article refers to economic and social theories arguing that economic inclusion can reduce poverty and improve refugees' living conditions, by enabling them to access resources to meet their basic needs. The study's hypotheses are that economic inclusion could have a positive impact on food security (by giving refugees access to diversified, nutritious food) and on their resilience in the face of environmental and socio-economic challenges. This approach would aim to reduce refugees' dependence on humanitarian aid, enabling them to become more self-reliant. Finally, the article calls for sustainable initiatives, such as natural resource management and the creation of local economic

opportunities, to improve the lives of refugees while minimizing tensions with host communities.

Key words: *Recovery; Inclusion; Refugees; Protection; Sustainable solutions.*

1. Introduction

Le Cameroun accueille environ deux millions de personnes relevant de la compétence du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), dont un million de déplacés internes, 460 000 réfugiés et demandeurs d'asile, ainsi que 466 000 personnes déplacées rapatriées chez elles. Les réfugiés viennent principalement de la République Centrafricaine (RCA) et du Nigeria, tandis que les déplacés internes proviennent des régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Parmi ces populations, 52 % sont des femmes et des filles, et 55 % sont des enfants. De plus, 51 % des personnes déplacées internes sont également des enfants. Le Bureau multi-pays du Cameroun couvre également le Gabon, la Guinée équatoriale et São Tomé et Príncipe, avec un focus particulier sur les besoins de protection, la fourniture de documentation et la promotion de l'autonomie des réfugiés et des personnes déplacées internes. Le village de Minawao, situé dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, à environ 70 km de la ville de Maroua et de la frontière avec le Nigeria, fait partie de la commune de Mokolo. Depuis mars 2013, la région fait face à un afflux massif de réfugiés en raison de la crise politique en République Centrafricaine et des exactions de la secte Boko Haram en provenance du Nord-Est du Nigeria, entraînant des déplacements massifs de populations. Ces réfugiés ont été contraints de fuir leurs terres, abandonnant leurs maisons, créant une pression énorme sur les ressources locales. Les départements du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga sont particulièrement touchés par l'afflux des réfugiés, aggravant les tensions avec les populations locales, notamment en raison de la compétition pour les ressources naturelles telles que l'eau, les terres cultivables et le bois de chauffe. Cette situation est particulièrement aiguë dans des zones comme Minawao, où les réfugiés dépendent des activités agricoles et de l'élevage transhumant pour leur survie, tout comme les communautés locales. Par conséquent, la région fait face à une concurrence accrue pour l'accès aux ressources naturelles.

Le camp de Minawao au Cameroun, installé pour accueillir ces réfugiés, a vu sa population augmenter de manière significative. En 2023, le camp comptait plus de 72 288 réfugiés, dont 61 % de mineurs et 54 % de femmes et de filles. Le camp continue de recevoir en moyenne 1 217 nouveaux arrivants par mois, avec des taux de natalité élevés, atteignant 4 106 nouvelles naissances au troisième trimestre de l'année. La situation est d'autant plus préoccupante en raison de l'insécurité alimentaire croissante : les distributions alimentaires sont irrégulières et insuffisantes, n'ayant pas eu lieu en novembre 2022 et se produisant de manière partielle en décembre, janvier et février, ce qui pousse certains réfugiés à puiser dans leurs dernières économies ou à envisager de repartir. Minawao, situé dans une zone semi-aride, fait également face à un manque d'accès à l'eau et à des terres cultivables limitées. La pression sur les ressources naturelles s'intensifie, les réfugiés étant obligés de couper du bois dans la réserve forestière de Zamaï pour satisfaire leurs besoins, ce qui entraîne des conflits avec les populations locales, qui voient leurs ressources diminuer. Bien que des programmes de reboisement et de plantation aient été lancés autour du camp, ces initiatives ne suffisent pas à résoudre la situation.

Le camp de réfugiés de Minawao, situé dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, fait face à une série de défis complexes qui affectent à la fois les réfugiés, les communautés d'accueil et les autorités locales. L'un des principaux problèmes réside dans le manque de préparation des populations locales lors de la création du camp. L'implantation du camp a été réalisée sans une consultation adéquate des communautés d'accueil, avec seulement une consultation limitée aux chefs traditionnels, ce qui a engendré des tensions et des incompréhensions entre les réfugiés et les populations locales. Une consultation plus inclusive

et un meilleur dialogue entre les autorités locales, les communautés et les organisations de la société civile auraient permis une meilleure acceptation du camp et une meilleure préparation des populations d'accueil. Un autre défi majeur est le financement insuffisant, qui a entravé la fourniture de services de base tels que l'eau, l'assainissement, la santé et l'éducation. Cette insuffisance de ressources a exercé une pression considérable sur les infrastructures locales, notamment les hôpitaux de Mokolo et les centres de santé de Zamay et Gadala. Il est donc crucial de garantir un soutien financier durable et de mettre en place des partenariats avec les donateurs internationaux pour améliorer ces services essentiels, afin de soulager les infrastructures locales. La pression sur les ressources naturelles est également un problème important. L'afflux massif de réfugiés a exacerbé la coupe de bois, le surpâturage et l'exploitation des ressources naturelles locales pour la construction d'abris et l'agriculture, ce qui menace l'écosystème local. Des initiatives de gestion durable des ressources naturelles, comme la reforestation, l'encouragement de l'utilisation d'énergies renouvelables et la promotion de techniques agricoles durables, devraient être mises en place pour minimiser ces impacts environnementaux. La pression sur les terres agricoles constitue également une source de tensions. Les réfugiés ont besoin de terres pour leurs abris et pour leurs activités agropastorales, ce qui crée des conflits d'usage avec les communautés locales. Des solutions pour une gestion partagée des terres doivent être élaborées, notamment l'acquisition de nouvelles parcelles agricoles pour les réfugiés, afin de réduire la concurrence pour les ressources foncières et permettre une meilleure intégration. L'accès à l'eau, source fréquente de conflits entre les réfugiés, les déplacés internes et les populations locales, est un autre défi majeur. Il est nécessaire de renforcer l'infrastructure d'approvisionnement en eau en construisant davantage de puits, de forages et de réservoirs, tout en instaurant des mécanismes de gestion partagée de ces ressources et en sensibilisant les communautés à une utilisation équitable de l'eau. Bien que le programme de retour des réfugiés, visant à permettre leur réintégration une fois la situation sécurisée, soit une initiative positive, son succès dépendra de la stabilité dans les pays d'origine des réfugiés et de leur réinsertion socio-économique. Ce programme doit être bien financé et inclure des mesures pour assurer une réintégration durable, telles que des projets de développement local et des micro-crédits. La communication insuffisante entre les réfugiés, les autorités locales et les organisations humanitaires contribue également à des malentendus et des conflits. Pour remédier à cela, des canaux de communication efficaces doivent être mis en place, tels que des comités de gestion du camp, des réunions communautaires régulières et une plateforme numérique pour permettre aux réfugiés d'exprimer leurs besoins. Enfin, la persistance de la crise dans les pays voisins continue de nourrir un flux constant de réfugiés vers le camp de Minawao, mettant à rude épreuve les capacités d'accueil. À court terme, des programmes de renforcement des capacités doivent être mis en place pour les acteurs humanitaires et les autorités locales, tandis qu'à long terme, la solution réside dans une résolution politique de la crise régionale et dans le soutien au développement des zones de retour. Pour garantir une intégration durable des réfugiés, il est impératif de leur fournir des terres agricoles pour leurs activités agropastorales. Cela leur permettrait d'assurer leur autonomie alimentaire et de réduire leur dépendance à l'aide humanitaire. L'acquisition de terres agricoles renforcerait non seulement la résilience des réfugiés, mais aussi des communautés d'accueil, en les impliquant dans des pratiques agricoles durables. Ainsi, pour résoudre les défis rencontrés à Minawao au Cameroun, il est essentiel d'adopter une approche intégrée et durable, combinant la gestion des ressources, le soutien aux infrastructures locales et un dialogue continu entre toutes les parties prenantes. Une meilleure coordination et la mise en œuvre de solutions adaptées permettront d'améliorer la situation des réfugiés et de faciliter leur intégration tout en préservant le développement des communautés d'accueil.

Les organisations humanitaires, comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les

réfugiés (HCR) et l'ONG Public Concern, collaborent pour fournir une aide aux réfugiés, mais cette aide reste insuffisante face aux besoins croissants. Le camp est désormais saturé, et la situation est rendue plus complexe par la baisse des financements humanitaires. Il n'y a plus de place pour de nouvelles tentes, et l'aide alimentaire a diminué, aggravant encore la précarité des réfugiés. Dans ce contexte, il est important de trouver des solutions durables pour répondre aux défis auxquels font face les réfugiés et les communautés d'accueil. Il est impératif de renforcer les programmes d'assistance alimentaire, de services de santé, et de créer des opportunités économiques pour les réfugiés et les jeunes locaux afin de favoriser leur intégration réussie et de réduire les tensions sociales. En outre, le développement d'infrastructures durables et la promotion de la résilience des communautés sont essentielles pour faire face aux défis environnementaux et sociaux actuels. Ce travail s'inscrit dans la réalisation de l'Agenda 2030 pour le Développement durable, visant à atteindre l'Objectif 8 sur le travail décent et la croissance économique, l'Objectif 16 pour promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives, l'Objectif 5 sur l'égalité des sexes, l'Objectif 10 sur la réduction des inégalités, et l'Objectif 13 sur l'action climatique. La situation à Minawao et dans ses environs nécessite une réponse intégrée, abordant à la fois les besoins humanitaires immédiats et les défis à long terme, pour garantir un avenir stable et digne pour les réfugiés et les populations locales, et favoriser une cohabitation pacifique et durable dans la région. L'objectif principal de cette étude est d'analyser l'effet de l'inclusion économique sur la sécurité alimentaire et la résilience des réfugiés nigériens installés dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Plus précisément, elle vise à évaluer dans quelle mesure l'accès à des moyens de subsistance durables, à des opportunités d'emploi et à des services financiers contribue à améliorer les conditions de vie des réfugiés. Cette étude apporte une contribution originale à la littérature sur les déplacements forcés en examinant de manière spécifique le lien entre inclusion économique, sécurité alimentaire et résilience des réfugiés dans un contexte sahélien marqué par une grande vulnérabilité. Contrairement à de nombreuses recherches centrées uniquement sur l'assistance humanitaire ou les enjeux sécuritaires, elle adopte une approche centrée sur le développement économique des réfugiés, en s'intéressant à leur capacité à s'autonomiser dans un environnement socio-économique et écologique fragile. Cette étude fournit des données empiriques et utiles aux décideurs, aux praticiens du développement et aux organisations humanitaires pour concevoir des politiques d'inclusion plus efficaces et adaptées aux réalités locales.

2. Problématique

Le Cameroun, et plus précisément la région de l'Extrême-Nord, se trouve en plein cœur d'une crise humanitaire majeure en raison de l'arrivée massive de réfugiés fuyant les conflits armés en République Centrafricaine et au Nigeria. Ces réfugiés, confrontés à des situations de guerre, de violences et de déplacements forcés, se retrouvent dans une situation particulièrement vulnérable, marquée par l'insécurité alimentaire, l'absence d'accès à des ressources essentielles telles que l'eau potable, les soins de santé et l'éducation, et une faible capacité de résilience face aux aléas socio-économiques et environnementaux. Dans ce contexte de grande précarité, l'inclusion économique, qui englobe l'accès à l'emploi, aux services financiers, aux formations et aux ressources de développement, apparaît comme une solution potentielle pour améliorer durablement la situation des réfugiés. Cette étude s'interroge donc sur l'impact de l'inclusion économique sur la sécurité alimentaire et la résilience des réfugiés, en particulier ceux du camp de Minawao, situé dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. L'objectif est de comprendre dans quelle mesure l'intégration des réfugiés dans l'économie locale, via des initiatives permettant de subvenir à leurs besoins, pourrait les aider à surmonter les difficultés auxquelles ils font face au quotidien. Les causes de cette situation sont multiples et complexes. D'une part, les conflits en République Centrafricaine et au Nigeria, particulièrement en raison

des attaques de Boko Haram, ont provoqué un afflux massif de réfugiés vers le Cameroun, saturant les ressources disponibles dans la région de l'Extrême-Nord. D'autre part, ces réfugiés se heurtent à un manque d'accès aux terres cultivables, à une faible disponibilité en eau potable, à des services sociaux de base insuffisants, et à une incapacité d'accéder à des emplois ou à des opportunités économiques stables. Ces conditions exacerbent l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité économique, aggravant la situation de ceux qui sont déjà dans une grande précarité. La situation est encore aggravée par la réduction de l'assistance humanitaire. Le manque de financement contraint des organisations comme le Programme alimentaire mondial (PAM) à réduire les rations alimentaires, limitant ainsi l'accès des réfugiés à des repas variés et nutritifs, ce qui intensifie l'insécurité alimentaire. En outre, la persistance de crises climatiques, comme les inondations et la sécheresse dans la région de l'Extrême-Nord, rend les réfugiés encore plus vulnérables aux impacts des changements climatiques, tout en limitant leur capacité à se remettre de ces chocs. Cette étude s'inscrit dans un cadre théorique soutenu par diverses approches économiques et sociales. Tout d'abord, la théorie de la croissance inclusive de Sen (1999) soutient que l'inclusion économique, en permettant l'accès à des ressources économiques telles que l'emploi, la formation et les services financiers, est cruciale pour la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables. Cela contribue également à l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé) et renforce la résilience face aux crises, particulièrement dans les contextes de déplacement forcé. Des études montrent également que l'inclusion économique a un impact positif sur la sécurité alimentaire des réfugiés. Par exemple, une étude menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a observé que des programmes d'insertion professionnelle dans des camps de réfugiés en Afrique de l'Est ont permis d'améliorer l'accès des réfugiés à des aliments plus nutritifs (UNHCR, 2017). De même, des recherches réalisées en Irak et en Jordanie ont démontré que les programmes d'emploi pour les réfugiés syriens avaient amélioré leur sécurité alimentaire et leur autonomie financière (Baldwin et al., 2015). Dans le cadre de la théorie de la résilience sociale de Cohen et de la Sablonnière (2015), il est suggéré que l'inclusion économique joue un rôle clé pour renforcer la résilience des réfugiés. De nombreuses études de cas soulignent également le lien entre l'inclusion économique et la sécurité alimentaire. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, des projets de formation et de financement en techniques agricoles ont permis aux réfugiés d'améliorer leur sécurité alimentaire et de réduire leur dépendance à l'aide humanitaire (FAO, 2014). En Afrique centrale, l'accès à des crédits agricoles et à des formations a permis aux réfugiés de cultiver de manière plus durable et de diversifier leur alimentation (Kumar, 2017). Par ailleurs, une étude de la Banque Mondiale (2016) montre que l'inclusion économique permet de réduire la dépendance des réfugiés à l'aide humanitaire en leur offrant des opportunités économiques, ce qui leur permet de reconstruire leur autonomie. Cette étude aborde deux grandes questions de recherche. La première explore l'impact de l'inclusion économique sur la sécurité alimentaire des réfugiés : L'inclusion économique influence-t-elle positivement la sécurité alimentaire des réfugiés ? La deuxième question porte sur la résilience des réfugiés face aux défis socio-économiques et environnementaux : L'inclusion économique influence-t-elle positivement la résilience des réfugiés ? Ces interrogations visent à analyser dans quelle mesure l'accès à des moyens de subsistance durables, à des opportunités d'emploi et à des services financiers pourrait améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des réfugiés face aux crises. Deux hypothèses principales en découlent. La première postule que l'inclusion économique influence positivement la sécurité alimentaire des réfugiés (H1). Il est raisonnable de penser que l'accès à des emplois, à des formations ou à des ressources financières permettrait aux réfugiés de générer des revenus et ainsi d'accéder à une alimentation diversifiée et nutritive. La seconde hypothèse avance que l'inclusion économique influence positivement la résilience des réfugiés (H2), en leur offrant des moyens de subsistance stables qui les aident à mieux faire face aux défis sociaux et

environnementaux, notamment en termes d'adaptation aux chocs climatiques et économiques. L'inclusion économique représente un levier puissant pour améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des réfugiés.

3. Cadre théorique

a. Cadre global pour les réfugiés

Dans un monde où les déplacements massifs de populations augmentent, la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, adoptée en septembre 2016, représente un tournant historique dans la solidarité mondiale et la protection des réfugiés. Les 193 États membres des Nations Unies ont adopté cette déclaration, fixant des engagements pour respecter les droits des réfugiés et soutenir les pays d'accueil. Le cadre global d'action pour les réfugiés (CRRF) propose une réponse plus prévisible et coordonnée aux crises mondiales. Il soutient les réfugiés et les communautés d'accueil de manière systématique. En 2017 et 2018, le CRRF a été testé dans plusieurs pays, et a contribué à la formulation du Pacte mondial pour les réfugiés, adopté en décembre 2018. Ce pacte vise à alléger la pression sur les pays d'accueil, à renforcer l'autonomie des réfugiés, à développer des solutions de réinstallation et à encourager le retour sécurisé des réfugiés dans leur pays d'origine. Le CRRF met l'accent sur l'inclusion des réfugiés dans les communautés d'accueil, en leur offrant un accès à l'éducation et au marché du travail. Cela leur permet de devenir autonomes, d'améliorer les économies locales et de réduire leur dépendance à l'aide humanitaire. L'objectif est d'intégrer les réfugiés dans les plans de développement national, tout en respectant le principe de « ne laisser personne de côté », comme énoncé dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les camps de réfugiés devraient être temporaires, et les réfugiés devraient être intégrés dans les communautés locales dès que possible. Le HCR travaille avec divers partenaires pour soulager la pression sur les pays d'accueil, renforcer l'autonomie des réfugiés et faciliter leur retour. Ces objectifs sont suivis lors du Forum mondial sur les réfugiés, organisé tous les quatre ans. Le Pacte mondial pour les réfugiés se divise en plusieurs sections, comprenant l'introduction, le CRRF tel qu'adopté dans la Déclaration de New York, un programme d'action avec des mesures concrètes pour partager la charge et répondre aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil, et un suivi avec des rapports annuels et des réunions tous les deux ans.

Aux fins de la présente convention, le terme « réfugié » s'applique à toute personne :

1. Qui a été considérée comme réfugiée en application des arrangements du 12 mai 1926 et du 30 juin 1928, des conventions du 28 octobre 1933 et du 10 février 1938, ainsi que du protocole du 14 septembre 1939, ou encore en application de la Constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés. Les décisions de non-éligibilité prises par l'Organisation internationale pour les réfugiés pendant la durée de son mandat ne font pas obstacle à ce que la qualité de réfugié soit accordée à des personnes qui remplissent les conditions prévues au paragraphe 2 de la présente section.
2. Qui, en raison d'événements survenus avant le 1er janvier 1951, et craignant avec raison d'être persécutée en raison de sa race, religion, nationalité, appartenance à un groupe social ou opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou par crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. Si la personne n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle résidait habituellement à la suite de tels événements, elle ne peut ou, par crainte, ne veut y retourner. Dans le cas d'une personne ayant plus d'une nationalité, l'expression « du pays dont elle a la nationalité » vise chaque pays dont cette personne possède la nationalité. Toutefois, elle ne sera pas considérée comme privée de la protection du pays dont elle a la nationalité si elle n'a pas de raison valable pour ne pas se réclamer de cette protection.

Cette convention ne s'applique pas aux personnes bénéficiant de la protection d'un autre

organisme des Nations Unies, à l'exception du HCR. Lorsque cette protection cesse, ces personnes bénéficieront du régime de la présente convention. Cette convention ne s'applique pas à une personne qui, dans le pays de résidence, bénéficie des droits et obligations attachés à la possession de la nationalité de ce pays. La convention ne s'applique pas aux personnes ayant commis des crimes graves, comme les crimes de guerre, crimes contre l'humanité, ou des actes contraires aux principes des Nations Unies. L'inclusion économique des réfugiés est essentielle dès les premières phases d'une crise. En leur permettant l'accès au marché du travail, aux services financiers et à l'entrepreneuriat, les réfugiés peuvent devenir autonomes, contribuer à l'économie locale et réduire leur dépendance à l'aide humanitaire. Lier les compétences des réfugiés aux besoins du marché et favoriser leur intégration dans l'économie locale est crucial pour assurer une réponse durable aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil. Le Pacte mondial pour les réfugiés favorise une gestion plus équilibrée de la crise des réfugiés, encourageant une approche collaborative et plus inclusive.

b. La sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est un concept en perpétuelle évolution, qui a été défini pour la première fois dans les années 1970 lors de la crise alimentaire mondiale. À l'origine, ce concept se concentrait principalement sur la disponibilité des aliments, mais il s'est progressivement élargi pour inclure non seulement l'accès à la nourriture, mais aussi son utilisation appropriée et la stabilité de ces trois dimensions essentielles. Le terme « sécurité alimentaire » a été abordé lors du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1974, où la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) l'a défini comme la disponibilité continue d'une quantité suffisante de nourriture pour assurer une consommation régulière. À cette époque, l'insécurité alimentaire était principalement perçue comme un problème d'insuffisance de l'offre alimentaire. Cependant, dans les années 1980, le prix Nobel Amartya Sen a révolutionné cette perspective dans son ouvrage *Poverty and Famines* en argumentant que l'insécurité alimentaire ne découle pas uniquement d'une production insuffisante de nourriture, mais surtout de l'incapacité des populations à y accéder. Selon lui, même dans des régions où les stocks alimentaires sont abondants, des personnes peuvent souffrir de famine et de malnutrition simplement parce qu'elles n'ont pas les moyens d'acheter ou de se procurer les aliments nécessaires. Cette analyse a redéfini la notion de sécurité alimentaire en soulignant l'importance de l'accès à la nourriture et des ressources économiques nécessaires pour se la procurer. En 1996, lors d'un nouveau Sommet Mondial de l'Alimentation, la FAO a élargi la définition de la sécurité alimentaire, la qualifiant d'« accès physique et économique, à tout moment, à une nourriture suffisante, saine et nutritive, permettant de satisfaire les besoins énergétiques et les préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». Cette définition intègre non seulement la disponibilité des aliments, mais aussi l'accès à ceux-ci, leur utilisation et la stabilité de l'approvisionnement alimentaire. La sécurité alimentaire dépasse ainsi la simple question de la disponibilité des aliments. Elle englobe des éléments fondamentaux tels que l'accès, l'utilisation des aliments et leur stabilité au fil du temps. Les défis associés à la sécurité alimentaire requièrent des stratégies multidimensionnelles qui incluent des actions visant à garantir une distribution équitable des ressources alimentaires, tout en réduisant les vulnérabilités économiques et sociales. La sécurité alimentaire étant un droit essentiel, il est primordial de mettre en place des politiques publiques qui assurent à chacun un accès à une alimentation suffisante, saine et nutritive.

c. Théorie sur l'inclusion économique des réfugiés

L'inclusion économique est un concept complexe qui englobe l'ensemble des actions coordonnées visant à améliorer les revenus et les ressources des individus les plus pauvres et vulnérables. Elle ne se limite pas à l'accès à des ressources financières, mais cherche à intégrer

pleinement les personnes dans l'économie formelle, en mettant l'accent sur l'accès aux opportunités économiques. Cette approche vise à assurer que toutes les personnes, y compris celles des groupes marginalisés, puissent participer pleinement à la vie économique et en bénéficier de manière juste. Historiquement, l'aide aux réfugiés était principalement abordée sous un angle humanitaire, centré sur l'assistance d'urgence. Toutefois, face à l'augmentation des déplacements forcés et à l'insuffisance de l'aide des donateurs, la communauté internationale a progressivement intégré des stratégies de développement dans l'assistance aux réfugiés. Ces stratégies visent non seulement à répondre aux besoins immédiats des réfugiés par l'aide humanitaire, mais aussi à favoriser leur autonomie et leur inclusion économique à long terme. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'autosuffisance et l'inclusion économique sont des concepts clés pour soutenir le développement des réfugiés. L'autosuffisance désigne la capacité d'un individu, d'un ménage ou d'une communauté à subvenir de manière durable à ses besoins essentiels en exil, sans recourir à l'aide extérieure. Le HCR (2005) définit cette autosuffisance comme la possibilité pour les réfugiés de satisfaire leurs besoins de manière autonome et digne. Ce concept marque une rupture avec l'approche traditionnelle de protection des réfugiés, qui se concentrait principalement sur l'aide matérielle. Parallèlement à l'autosuffisance, l'inclusion économique des réfugiés a pris de l'ampleur en mettant en évidence l'importance de leur accès aux opportunités économiques dans les pays d'accueil. L'inclusion économique va au-delà de l'assistance ; elle permet aux réfugiés de participer activement aux marchés du travail, d'accéder au financement, à l'entrepreneuriat et à d'autres ressources économiques de manière équitable. Elle est d'autant plus cruciale dans un contexte où les camps de réfugiés, bien qu'ils demeurent des solutions temporaires, sont de plus en plus considérés comme une exception. L'inclusion économique est ainsi un pilier essentiel du développement durable et de la justice sociale, car elle permet aux personnes vulnérables de participer activement à l'économie. Dans le cas des réfugiés, l'inclusion économique et l'autosuffisance sont intimement liées, en renforçant leur capacité à répondre à leurs besoins de manière autonome et à contribuer positivement à l'économie de leurs pays d'accueil. Les initiatives visant à intégrer les réfugiés dans les systèmes économiques locaux et mondiaux renforcent leur dignité, leur résilience et leur capacité d'adaptation, tout en réduisant leur dépendance à l'aide humanitaire. De plus en plus inscrite dans les politiques mondiales, notamment à travers le Pacte mondial pour les réfugiés et le Cadre global d'intervention pour les réfugiés, l'inclusion économique représente une vision renouvelée du soutien aux réfugiés. Elle propose un modèle où les réfugiés ne sont pas perçus comme des bénéficiaires passifs, mais comme des acteurs capables de se prendre en charge et de contribuer à la prospérité économique de leurs communautés.

d. Théorie de la justice sociale

La théorie de la justice sociale, développée par John Rawls, propose un cadre théorique robuste pour examiner l'impact de l'inclusion économique sur la sécurité alimentaire. En mettant l'accent sur les principes d'équité, d'égalité des chances et de justice distributive, Rawls nous offre un moyen d'analyser comment l'inclusion économique peut contribuer à une meilleure répartition des ressources, notamment alimentaires. Dans ce cadre, l'inclusion économique, définie comme l'accès équitable aux ressources et aux opportunités économiques, joue un rôle clé pour garantir que tous les individus, y compris les plus marginalisés, aient accès à une alimentation suffisante et nutritive, augmentant ainsi la sécurité alimentaire. La fonction de sécurité alimentaire, dans cette approche, peut être vue comme une fonction qui dépend des capacités et des biens économiques disponibles. L'inclusion économique améliore la justice sociale en facilitant l'accès aux ressources financières, ce qui permet aux ménages de diversifier leur alimentation et d'améliorer leur consommation nutritionnelle (Demirguç-Kunt et al., 2017). Des initiatives telles que l'accès aux services bancaires et aux crédits permettent, par exemple,

aux petits agriculteurs et entrepreneurs ruraux d'investir dans des technologies agricoles améliorées, augmentant ainsi leur productivité et la disponibilité des denrées alimentaires (Barrett, 2008). L'accès à l'éducation et à la formation professionnelle, deux piliers de l'inclusion économique, renforce les compétences des individus, leur permettant d'adopter des pratiques agricoles modernes et durables (Aker & Mbiti, 2010). L'inclusion économique contribue également à réduire les inégalités de genre, en autonomisant les femmes, qui jouent souvent un rôle clé dans la gestion de la sécurité alimentaire au sein des ménages. Les femmes ayant accès à des ressources économiques tendent à allouer une plus grande part de leurs revenus à l'alimentation et à la nutrition des enfants, ce qui a un impact direct sur la sécurité alimentaire familiale (Quisumbing & Pandolfelli, 2010).

Les filets de sécurité sociale et les programmes de protection sociale, composants essentiels de l'inclusion économique, sont également cruciaux pour garantir l'accès à une alimentation régulière pour les populations vulnérables, particulièrement en période de crise (Alderman & Yemtsov, 2014). De plus, les investissements dans les infrastructures rurales, tels que les routes et les systèmes d'irrigation, facilitent l'intégration des zones rurales dans l'économie nationale et mondiale, ce qui améliore l'accès aux marchés et la sécurité alimentaire (Fan & Zhang, 2004). La théorie de la justice sociale, bien qu'efficace pour formaliser ces relations, présente certaines limites. Par exemple, elle ne prend pas toujours en compte les besoins individuels spécifiques, comme les défis auxquels certains élèves peuvent être confrontés (handicap ou difficultés socio-économiques). Une distribution uniforme des ressources, ou une application stricte des droits, peut parfois accentuer certaines inégalités, car elle ignore les capacités d'adaptation variables des individus. De plus, cette approche peut manquer de garantir le bien-être et la liberté de choix, car elle se concentre souvent sur des principes abstraits, sans toujours veiller à ce que chacun puisse réaliser ses aspirations personnelles.

e. Théorie des Capabilités

La théorie des capabilités d'Amartya Sen, développée dans les années 1980, offre un cadre analytique enrichissant pour comprendre comment l'inclusion économique influence la sécurité alimentaire. Cette théorie se concentre sur les réelles opportunités dont disposent les individus pour mener des vies qu'ils ont des raisons de valoriser (Sen, 1999). Dans cette perspective, l'inclusion économique, en facilitant l'accès équitable aux ressources et aux opportunités économiques, permet d'améliorer les capabilités des individus, c'est-à-dire leur capacité à mener des vies sans privation, ce qui est fondamental pour assurer une sécurité alimentaire durable.

L'accès aux ressources financières, par exemple, permet aux ménages d'améliorer leur consommation alimentaire et leur diversité nutritionnelle, augmentant ainsi leur capacité à être bien nourris. De même, l'amélioration des infrastructures agricoles et l'accès à des technologies modernes augmentent la productivité et la disponibilité des denrées alimentaires, ce qui renforce la sécurité alimentaire. L'inclusion économique contribue également à la réduction des inégalités de genre, en permettant aux femmes un meilleur accès aux ressources et aux opportunités économiques, ce qui améliore leur capacité à influencer les décisions alimentaires et nutritionnelles au sein du ménage (Quisumbing & Pandolfelli, 2010). Les filets de sécurité sociale, au cœur de l'inclusion économique, sont également essentiels pour assurer un accès constant à la nourriture, surtout en période de crise (Alderman & Yemtsov, 2014). Les investissements dans les infrastructures rurales, notamment les routes, les systèmes d'irrigation et les installations de stockage, contribuent à améliorer l'accès aux marchés et à réduire les pertes post-récoltes, augmentant ainsi la disponibilité alimentaire (Fan & Zhang, 2004).

La théorie des capabilités permet de formaliser ces relations en montrant comment l'accès équitable aux ressources et aux opportunités économiques élargit les choix et les libertés des individus. Elle contribue à renforcer leur sécurité alimentaire en favorisant une augmentation de leurs capabilités collectives et individuelles.

f. La réinsertion économique post-conflit et le relèvement économique local (REL)

La réinsertion économique des groupes affectés par les conflits et le processus de relèvement économique local (REL) sont des facteurs déterminants dans la reconstruction des sociétés après des périodes de perturbation. Ces processus reposent sur la capacité des économies locales à créer des opportunités d'emploi et à rétablir la stabilité économique. La théorie du capital humain, développée par Gary Becker (1964), explique que l'investissement dans l'éducation et la formation des individus est crucial pour restaurer la productivité dans les régions post-conflit. Cela va au-delà de l'éducation de base, en incluant l'innovation et l'accumulation de capital social et technologique, comme le soutiennent Robert Lucas (1988) et Paul Romer (1990) dans leurs théories de la croissance endogène. Romer, en particulier, met l'accent sur la création de connaissances locales, l'innovation technologique et l'entrepreneuriat comme moteurs de croissance post-conflit à long terme. Le capital social, selon Robert Putnam (1993), fait référence aux réseaux de relations, à la confiance et à la coopération au sein des communautés. Dans les sociétés post-conflit, la reconstruction de ces liens sociaux est essentielle à la fois pour la réconciliation et pour la relance économique. Les travaux de Douglass North (1990) sur l'importance des institutions pour le développement soulignent également le rôle central des institutions locales dans le processus de rétablissement, ce qui nécessite la création d'un environnement institutionnel stable et la mise en place de réformes institutionnelles pour attirer les investissements privés et garantir une croissance durable. La perspective d'Amartya Sen sur le développement comme liberté, notamment dans les contextes post-conflit, ajoute une dimension supplémentaire. Il soutient que le développement économique ne doit pas être mesuré uniquement par la croissance du PIB, mais aussi par la liberté réelle des individus à accéder à des opportunités économiques et sociales, un aspect essentiel pour une relance économique juste et inclusive.

4. Méthodologie

La démarche de cette étude est hypothético-déductive et qualitative. La population ciblée par l'étude est constituée uniquement de réfugiés nigériens, spécifiquement ceux bénéficiaires des Activités Génératrices de Revenus (AGRs). À partir de la population de base de 654 réfugiés, nous avons effectué un échantillonnage aléatoire simple pour sélectionner les répondants à l'étude. En appliquant cette formule avec un intervalle de confiance de 95 %, la taille de l'échantillon obtenue est de 243 individus. Pour déterminer la taille d l'échantillon à partir d'une population de 654 réfugiés. L'échantillonnage aléatoire simple avec un intervalle de confiance de 95 % et marge d'erreur 5 % a été appliqué. Un échantillon de 248 a été obtenu ($n=1+N(e)2N$) suivant la formule de Yamane (1967).

- n = taille de l'échantillon
- N = taille de la population (654 réfugiés bénéficiaires AGRs)
- e = marge d'erreur (souvent 5 % ou 0,05 pour un intervalle de confiance de 95 %)

La collecte des données s'est déroulée en deux étapes principales : la collecte de données secondaires et primaires.

Données secondaires : cette phase a impliqué l'examen des documents existants relatifs à notre sujet de recherche, tels que des articles scientifiques, des thèses, des rapports, et des journaux spécialisés. Ces documents ont permis de situer notre étude dans le cadre des connaissances actuelles et d'étudier les travaux existants sur l'inclusion économique et la sécurité alimentaire.

Données primaires : Les données primaires ont été recueillies au moyen d'une enquête transversale, réalisée par observation directe et indirecte, entretiens et questionnaires. Trois méthodes principales ont été utilisées pour collecter les données :

- Observation directe : Elle permet d'observer des comportements précis dans un environnement donné, sans interaction directe avec les individus. Cela a fourni des

informations sur les comportements observables des réfugiés.

- Observation indirecte : Elle a été utilisée pour obtenir des informations supplémentaires de manière discrète. Cette méthode est particulièrement utile pour obtenir des données sur des aspects qui ne sont pas directement observables dans les interactions.
- Entretiens face-à-face : Cette méthode a été choisie pour sa capacité à établir une relation de confiance entre l'enquêteur et l'enquêté. Elle favorise une collecte spontanée d'informations et permet de clarifier toute ambiguïté liée aux questions posées, garantissant ainsi la qualité et la fiabilité des réponses. Ce choix est également motivé par son efficacité à obtenir un meilleur taux de réponse et à observer directement les comportements des réfugiés dans leur environnement quotidien.
- Questionnaire : Le questionnaire utilisé pour cette étude comprend six sections, chacune visant à recueillir des informations précises sur différents aspects de la vie des réfugiés, notamment leurs activités génératrices de revenus, leur situation foncière, leur production végétale, leur participation à la vie associative, et l'accès aux subventions. Au total, 31 questions ont été posées. Cette approche permet d'étendre l'enquête à un large échantillon et de vérifier statistiquement la validité des hypothèses et des informations recueillies.

Avant de commencer l'enquête principale, un test de pré-enquête a été mené pour tester la validité du questionnaire. Ce test permet de s'assurer que les questions sont claires, compréhensibles et adaptées à la population cible. Il a également permis de corriger certaines questions et d'éviter l'utilisation de termes trop complexes, garantissant ainsi que les répondants interprètent les questions de la même manière. Avant la phase de collecte principale, un pré-test a été réalisé afin d'évaluer la clarté, la pertinence et la cohérence des questions du guide d'entretien (ou du questionnaire). Ce pré-test avait aussi pour objectif d'identifier d'éventuelles ambiguïtés, de vérifier la compréhension des items par les répondants et d'estimer la durée moyenne de passation. Conformément aux bonnes pratiques en recherche sociale, la taille de l'échantillon du pré-test a été fixée entre à 10 % de l'échantillon principal, soit environ 24 réfugiés. Ces participants ont été sélectionnés de manière à refléter une diversité de profils en termes d'âge, de sexe, de situation familiale et de durée de séjour, afin de garantir la validité des ajustements effectués à la suite du pré-test.

L'analyse des données repose le test économétrique, qui permet de mesurer quantitativement la relation entre l'inclusion économique et les différentes dimensions de la sécurité alimentaire. Nous avons utilisé la régression logistique ordinaire, particulièrement adaptées aux variables dépendantes ordonnées. Cela permet de mesurer les perceptions des ménages sur la sécurité alimentaire tout en contrôlant pour des facteurs potentiellement confondants. Les variables choisies dans cette étude sont pertinentes pour capturer les multiples dimensions de l'inclusion économique et leur impact sur la sécurité alimentaire. Ces variables incluent des facteurs économiques (revenus, accès aux ressources financières), des caractéristiques sociales (niveau d'éducation, situation foncière, rôle des femmes dans la gestion des ressources alimentaires), ainsi que des facteurs contextuels liés à la situation des réfugiés à Minawao. La régression logistique ordinaire a été choisie en raison de la nature ordonnée des variables dépendantes liées à la sécurité alimentaire. Elle permet de modéliser les perceptions des ménages tout en contrôlant les effets de variables confondantes. Cette méthode est particulièrement adaptée pour analyser l'impact de l'inclusion économique à travers des facteurs économiques, sociaux et contextuels pertinents dans le cas des réfugiés du camp de Minawao.

La régression logistique ordinaire

La régression logistique ordinaire est une technique économétrique utilisée lorsque la variable dépendante est catégorique et ordonnée. Dans cette étude, les perceptions des ménages sur les quatre dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, stabilité, utilisation)

sont modélisées en utilisant cette approche, car ces perceptions peuvent être classées sur une échelle d'ordres (faible, moyenne, élevée). La fonction de régression logistique ordinaire est formulée comme suit :

$$\log\left(\frac{P(Y \leq j)}{P(Y > j)}\right) = \alpha_j - (\beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \dots + \beta_n X_n) \quad (1)$$

Avec :

$P(Y \leq j)$ est la probabilité que Y prenne une valeur inférieure ou égale à la catégorie j,

- α_j représente les seuils ou coupures qui séparent les catégories,
- $\beta_1, \beta_2, \dots, \beta_n$ sont les coefficients des variables explicatives X_1, X_2, \dots, X_n

De l'équation (1), nous pouvons modéliser notre problème en un problème économétrique pour estimer l'effet de l'inclusion économique sur la perception des dimensions de la sécurité alimentaire donnée par l'équation (2) :

$$Y_i = \beta_0 + \beta_1 \text{nineteude} + \beta_2 \text{Taille} + \beta_3 \text{petits}_{\text{boulot}} + \beta_4 \text{commerce} + \beta_5 \text{agriculture} + \beta_6 \text{autre} + \epsilon_i$$

(2)

5. Présentation des résultats

a. Caractéristiques sociodémographiques

L'analyse des données collectées dans cette étude nous permet de dresser un certain nombre de constats relatifs à la population d'étude. En premier lieu, une prédominance féminine est observée dans l'échantillon, avec 91,2 % de femmes contre 8,8 % d'hommes. Cette forte représentation des femmes peut s'expliquer par le fait que les questionnaires ont été principalement orientés vers les femmes, qui sont souvent responsables de la gestion alimentaire dans les ménages. En effet, elles jouent un rôle central dans les activités liées à la sécurité alimentaire, notamment les achats alimentaires, la préparation des repas, et la répartition des rations au sein du ménage. De ce fait, elles possèdent une connaissance approfondie des habitudes alimentaires, des quantités consommées, et de l'accès aux aliments dans leur foyer.

Concernant la situation matrimoniale de la population étudiée, les résultats montrent qu'une majorité de l'échantillon est mariée, représentant 81,3 % des répondants. En outre, 2,8 % sont célibataires, 2 % sont divorcés, et 13,9 % ne précisent pas leur statut matrimonial. Ces données permettent d'estimer la charge domestique à laquelle les enquêtés peuvent être confrontés, en fonction de leur statut marital et du nombre de personnes à leur charge, ce qui peut influencer leur rôle et leur degré de responsabilité en matière de sécurité alimentaire.

Un autre aspect important de cette analyse concerne la taille du ménage et le revenu des répondants. La taille moyenne du ménage est de 6,51 personnes, avec un écart-type de 1,92, ce qui indique une certaine variabilité dans la composition des ménages. La taille des ménages varie entre 2 et 12 personnes, ce qui suggère que certains ménages sont particulièrement grands. Cela peut avoir un impact sur la répartition des ressources alimentaires et sur la capacité de chaque ménage à gérer ses besoins nutritionnels, notamment en fonction du nombre de personnes à nourrir. Le revenu moyen par ménage est de 11 311,26 unités monétaires, avec un écart-type de 2 360,92, ce qui montre qu'il n'y a pas une grande différence entre les revenus des individus dans cette population, mais la faible variation souligne une situation économique généralement précaire. Les revenus varient entre 0 et 20 000, ce qui signifie que certains ménages peuvent se trouver dans une situation économique très précaire, impactant directement leur sécurité alimentaire. Cette situation est particulièrement préoccupante, car les ménages

avec des revenus plus faibles risquent d'avoir un accès limité aux aliments, ce qui pourrait compromettre leur sécurité alimentaire.

b. Perception des répondants sur la sécurité alimentaire et les activités génératrices des revenus

Les résultats de l'enquête révèlent les perceptions des réfugiés nigériens sur leur sécurité alimentaire, notamment à travers les différents piliers de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accessibilité, la stabilité et l'utilisation des produits alimentaires. Concernant la disponibilité des produits alimentaires, 29,5 % des répondants estiment que les produits sont faiblement disponibles, tandis que 70,5 % pensent qu'ils sont moyennement disponibles. Cette perception indique que bien que la nourriture soit présente, elle reste insuffisante et difficilement accessible pour une grande partie de la population. En ce qui concerne l'accessibilité, 72,9 % des enquêtés déclarent avoir faiblement accès aux produits alimentaires, et 27,1 % affirment y avoir un accès moyennement satisfaisant. Cette situation montre les difficultés économiques rencontrées par les ménages, qui ont un pouvoir d'achat limité pour se procurer des aliments suffisants et nutritifs.

La stabilité des revenus générés par les activités génératrices de revenus (AGRs) est également une problématique importante. En effet, 4,4 % des répondants estiment que les revenus des AGRs leur permettent faiblement d'avoir régulièrement un repas par jour, tandis que 94,8 % déclarent que ces revenus leur permettent moyennement d'avoir un repas quotidien. Cependant, 0,8 % des enquêtés indiquent que leurs revenus leur permettent d'avoir un repas quotidien stable. Ces chiffres témoignent de l'insuffisance des revenus issus des AGRs pour garantir une alimentation régulière et suffisante. En ce qui concerne l'utilisation des produits alimentaires, la grande majorité des répondants (95,6 %) déclare que les revenus générés par les AGRs ne leur permettent pas d'avoir une alimentation de qualité, tandis que seulement 4,4 % affirment que ces revenus leur permettent moyennement d'avoir une alimentation adéquate. Cela reflète l'incapacité de ces revenus à offrir une alimentation suffisamment diversifiée et nutritive, ce qui affecte la qualité de vie des réfugiés.

Enfin, les activités génératrices de revenus (AGRs) ont un impact mitigé sur la sécurité alimentaire des réfugiés. En effet, 80 % des répondants estiment que leurs AGRs améliorent leur sécurité alimentaire, tandis que 20 % considèrent que ces activités n'ont pas eu d'impact significatif. Cette divergence peut être expliquée par plusieurs facteurs : certaines AGRs sont saisonnières ou temporaires, d'autres sont peu rentables, et les revenus générés sont insuffisants pour répondre aux besoins alimentaires des ménages, en particulier ceux dont la taille est élevée et qui n'ont qu'une seule source de revenu. Ainsi, bien que les AGRs puissent offrir des améliorations ponctuelles en termes de sécurité alimentaire, elles ne suffisent pas à elles seules à résoudre les problèmes d'accès à une alimentation de qualité et en quantité suffisante. Ces résultats mettent en évidence l'importance de renforcer les politiques de soutien économique et de diversifier les sources de revenus pour améliorer de manière durable la sécurité alimentaire des réfugiés.

c. Validation des hypothèses

Les différentes équations estimées dans le cadre de cette analyse sont présentées dans le tableau ci-dessous, où quatre modèles ont été estimés. Chaque équation modélise une dimension spécifique de la sécurité alimentaire. Ces dimensions seront analysées à travers le prisme de la littérature économique traitant de ce sujet, ce qui permettra de contextualiser et d'interpréter les résultats obtenus.

i. Inclusion économique et sécurité alimentaire

Le tableau présente les estimations des modèles pour chacune des dimensions de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accessibilité, la stabilité et l'utilisation des produits alimentaires. Ces modèles ont été spécifiquement conçus pour capturer les relations économiques sous-jacentes et comprendre comment les différentes variables influencent chacune de ces dimensions.

Tableau 1: Effet de l'inclusion économique sur les piliers de la sécurité alimentaire

VARIABLES	Disponibilite	Accessibilite	Stabilite	Utilisation
Niv etude	0.720*** (0.259)	0.504* (0.263)	0.115 (0.444)	-0.364 (0.500)
Taille	0.289*** (0.0924)	0.195** (0.0893)	-0.383** (0.183)	-0.126 (0.175)
Petits boulot	-2.217*** (0.399)	2.192*** (0.448)	1.614** (0.750)	1.242 (0.853)
Commerce	0.321 (0.593)	3.434*** (0.685)	18.09 (1,615)	5.036*** (1.054)
Agriculture	-0.0743 (0.525)	3.401*** (0.785)	-0.0383 (1.083)	1.871** (0.922)
Autre	-0.0866 (0.929)	2.566*** (0.970)	0.366 (1.333)	3.050* (1.574)
Service publique	0.157 (0.685)	-1.222* (0.648)	0.813 (1.192)	-0.918 (1.377)
/cut1	1.145 (2.253)	4.284* (2.215)	-2.322 (4.114)	3.560 (4.431)
/cut2			21.72 (1,615)	
Observations	250	250	250	250

Standard errors in parentheses
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Les résultats du tableau 3 mettent en évidence l'impact de différentes variables économiques sur les quatre dimensions de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accessibilité, la stabilité et l'utilisation des produits alimentaires. Ces variables comprennent le niveau d'études, la taille du ménage, les types d'activités économiques (petits métiers, commerce, agriculture, autres activités et service public) et leur influence respective sur chaque pilier de la sécurité alimentaire.

a) Disponibilité des produits alimentaires

Le niveau d'études montre une relation positive et significative avec la disponibilité des produits alimentaires, avec un coefficient de 0.720 (p<0.01), ce qui suggère qu'un niveau d'éducation plus élevé est associé à une meilleure information sur les prix et les marchés attractifs. Souvent, les bulletins d'information ou les séances de sensibilisation dans les blocs permettent de mieux orienter les réfugiés. En effet, cela peut refléter une meilleure gestion des ressources alimentaires grâce à une meilleure information. De plus, la taille du ménage a également un effet positif et significatif, avec un coefficient de 0.289 (p<0.01), suggérant qu'une plus grande taille de ménage peut entraîner une main d'œuvre importante dans les champs agricoles. Ensuite, la distribution des kits alimentaires tient compte aussi de nombre de membres dans la famille.

En revanche, les petits métiers ont un effet négatif et significatif sur la disponibilité des produits

alimentaires, avec un coefficient de -2.217 ($p < 0.01$), ce qui pourrait indiquer que ces activités précaires ne permettent pas une fourniture stable en produits alimentaires. Les autres variables, telles que le commerce (0.321), l'agriculture (-0.0743) et le service public (0.157), ne semblent pas avoir d'effets significatifs sur la disponibilité des produits alimentaires.

b) Accessibilité des produits alimentaires

L'accessibilité des produits alimentaires est influencée de manière significative par plusieurs facteurs. Le niveau d'études, tout comme la taille du ménage, exerce un effet positif sur l'accès aux produits alimentaires, avec un coefficient de 0.504 pour le niveau d'études ($p < 0.10$) et 0.195 pour la taille du ménage ($p < 0.05$). L'agriculture (3.401, $p < 0.01$) et d'autres activités économiques (2.566, $p < 0.01$) ont également un impact positif sur l'accessibilité, en particulier pour les ménages disposant d'une source directe de nourriture. Le travail agricole génère directement les denrées qui souvent sont stockées dans les magasins ou dans les sacs et cachés dans les abris. À l'inverse, le service employé (-1.222, $p < 0.10$) semble avoir un effet négatif sur l'accessibilité des produits alimentaires, en raison de la stabilité et du niveau de rémunération des emplois au camps. Ce qui explique que le niveau de salaire des réfugiés employés dans les champs agricoles, les chantiers de construction, les formations sanitaires et les écoles ne permet pas rendre accessible les produits alimentaires.

c) Stabilité des revenus

En ce qui concerne la stabilité des revenus, le niveau d'études ne semble pas avoir d'impact significatif. Cependant, la taille du ménage exerce un effet négatif sur la stabilité des revenus, avec un coefficient de -0.383 ($p < 0.05$), montrant que les ménages plus grands rencontrent des difficultés à maintenir une source de revenus stable pour subvenir à leurs besoins alimentaires. En revanche, l'engagement dans des petits métiers (1.614, $p < 0.05$) améliore la stabilité des revenus, probablement grâce à leur flexibilité et à la possibilité d'obtenir des revenus additionnels.

d) Utilisation des produits alimentaires

L'utilisation des produits alimentaires est fortement influencée par le type d'activité économique. Le commerce (5.036, $p < 0.01$) et l'agriculture (1.871, $p < 0.05$) ont un impact positif et significatif sur l'utilisation des produits alimentaires. En effet, ces activités peuvent permettre une meilleure qualité et diversité de l'alimentation en raison des revenus générés par le commerce qui permet d'acquérir les denrées et de la production diversifiée des spéculations. L'impact positif de l'agriculture peut également refléter la possibilité de consommer des produits cultivés directement par les ménages, améliorant ainsi la qualité de l'alimentation. À l'inverse, les petits métiers (1.242) et les emplois dans le service public (-0.918) n'ont pas d'impact significatif sur l'utilisation des produits alimentaires, ce qui peut montrer que ces revenus ne sont pas suffisants pour améliorer la qualité de l'alimentation.

Dans l'ensemble, les résultats montrent que les différentes variables économiques, telles que le niveau d'éducation, la taille du ménage, et le type d'activité économique, influencent de manière significative les dimensions de la sécurité alimentaire des réfugiés. Les activités telles que le commerce (3.434, $p < 0.01$), l'agriculture (3.401, $p < 0.01$), et les petits boulots (2.192, $p < 0.01$) semblent avoir des effets positifs sur l'accessibilité et l'utilisation des produits alimentaires, tandis que d'autres types d'activités, comme le service public (-1.222, $p < 0.10$), peuvent avoir un effet négatif, notamment sur l'accessibilité. Les politiques économiques et les interventions ciblant la diversification des sources de revenus et le soutien à l'éducation peuvent jouer un rôle clé pour améliorer de manière durable la sécurité alimentaire des réfugiés.

ii. Résilience économique et changements climatiques

Les résultats de l'analyse mettent en évidence plusieurs facteurs clés influençant la résilience économique de la population vulnérable étudiée, en particulier les chocs économiques, les stratégies de résilience et l'impact de l'inclusion économique.

a) Chocs économiques

Les données collectées montrent que les chocs économiques sont principalement causés par des maladies (52 %), suivies par la perte d'emploi (26 %) et une combinaison des deux (22 %). Ce constat est cohérent avec la littérature existante, comme celle de Krishna (2010), qui attribue une part significative des déclassements économiques aux dépenses de santé imprévues. La perte d'emploi, bien que responsable de 26 % des chocs, joue un rôle légèrement inférieur par rapport à d'autres études comme celles de Ravallion et Chen (2009), mais cette différence pourrait résulter de l'impact des systèmes d'entraide dans l'échantillon étudié. La combinaison de maladies et de perte d'emploi (22 %) est un facteur clé, ce qui souligne l'interdépendance des risques et le besoin de stratégies de gestion combinées pour renforcer la résilience économique.

b) Stratégies de résilience

Les stratégies adoptées par la population vulnérable pour faire face aux chocs économiques se concentrent principalement sur le revenu (99,2 %), suivi de l'épargne (9,6 %) et des aides alimentaires (0,4 %). Cependant, la forte dépendance au revenu, comme observé dans notre échantillon, est également un facteur de vulnérabilité. Le faible recours à l'épargne (9,6 %) confirme la précarité financière des ménages. Le recours marginal aux aides alimentaires (0,4 %) reflète un manque d'accès aux programmes d'assistance, comme le montre la fermeture des programmes dans le camp.

c) Perception des AGRs et inclusion économique

Concernant l'inclusion économique, 75 % des répondants estiment que l'accès à des opportunités économiques améliore moyennement leur résilience, ce qui correspond à des résultats de recherches antérieures, telles que celles de Bastagli. Pour 19 % des répondants, l'amélioration de la résilience est jugée faible, en raison de contraintes structurelles telles que les inégalités et les discriminations. Enfin, 6 % des répondants estiment que l'inclusion économique améliore fortement leur résilience, soulignant l'importance de programmes bien conçus et soutenus par des infrastructures adaptées. Ces résultats montrent que les chocs économiques affectant la population vulnérable sont principalement causés par des maladies et la perte d'emploi, avec des effets combinés importants. Les stratégies de résilience sont principalement axées sur le revenu, suivi par une capacité limitée à épargner et un faible recours aux aides alimentaires. Enfin, bien que l'inclusion économique joue un rôle clé dans la résilience, son efficacité dépend de facteurs contextuels et structurels, et les résultats indiquent qu'une approche intégrée combinant l'inclusion économique avec des services complémentaires est essentielle pour renforcer durablement la résilience des populations vulnérables.

d) Inclusion économique et changements climatiques

Les différentes équations estimées dans le cadre de cette analyse fournissent des estimations qui sont présentées dans le tableau suivant. Deux modèles ont été estimés, chacun correspondant à une dimension spécifique de la résilience. Les équations incluses dans le tableau ci-dessous permettent de mieux comprendre les relations entre les variables explicatives et les différentes facettes de la résilience des individus étudiés.

Tableau 2 : Perception des AGRs sur la résilience

VARIABLES	Perception changement climatique	Résilience Economique
Statut mat	1.488*** (0.569)	-0.748 (1.049)
Niveau etude	-0.116 (0.258)	0.612 (0.550)
Taille du ménage	0.0726 (0.0980)	0.0955 (0.161)
Inclusion économique		
Petits metiers	1.125*** (0.422)	-1.275 (0.924)
Commerce	1.665** (0.760)	-6.029*** (1.480)
Activité agricole	1.304** (0.662)	-1.815* (0.944)
Autre	1.915** (0.923)	-3.703** (1.722)
Service employe	0.850 (0.689)	0.340 (1.457)
Stratégies liées aux changements climatiques		
CHANGEMENT D'ACTIVITE	-3.233*** (0.907)	
ROTATION DE CULTURE	-1.159*** (0.405)	
Reboisement	-0.147 (0.647)	
Changement	0.552 (0.441)	
Strategies de resilience economies		
Aide Materielle		3.489** (1.633)
Aide Alimentaire		1.008 (1.204)
Constant	-4.444* (2.343)	1.896 (4.411)
Observations	250	250

Les résultats des différentes équations estimées dans cette analyse fournissent des informations détaillées sur la perception du changement climatique et la résilience économique des individus étudiés. Deux modèles ont été estimés, chacun correspondant à une dimension spécifique de la résilience. Concernant la perception du changement climatique, plusieurs variables jouent un rôle significatif. Tout d'abord, le statut matrimonial a un effet positif et significatif sur la perception du changement climatique (coefficient de 1.488***), ce qui indique que les personnes mariées sont plus conscientes des impacts du changement climatique, probablement en raison de leurs responsabilités familiales accrues. Quant à l'inclusion économique, les résultats montrent que les personnes impliquées dans des petits métiers (1.125***), dans le commerce (1.665**) ou dans des activités agricoles (1.304**) ont une perception plus forte du changement climatique. En revanche, ceux engagés dans des services employés ne montrent

pas de changement significatif dans leur perception. Les stratégies liées aux changements climatiques révèlent également des tendances intéressantes. La rotation des cultures et le changement d'activité apparaissent comme des stratégies particulièrement marquées, avec des effets négatifs importants sur la perception du changement climatique, respectivement de -1.159*** et -3.233***. Ces résultats montrent que ces stratégies permettent aux individus d'atténuer les impacts du changement climatique, et par conséquent de diminuer leurs risques. Les stratégies de reboisement et de changement d'activité ne semblent pas avoir une relation positive. Cette tendance montre que les répondants ne pratiquent pas le reboisement et ne changent pas d'activité. Ce qui interpelle les responsables des camps à sensibiliser et encourager les réfugiés à réaliser les activités de reboisement, la rotation des cultures et l'utilisation des foyers améliorés, l'utilisation des pratiques agroécologiques et d'adaptation aux changements climatiques.

En ce qui concerne la résilience économique, les résultats indiquent que le statut matrimonial est négativement associé à la résilience économique (coefficient de -0.748), bien que cet effet ne soit pas statistiquement significatif. Le niveau d'études, quant à lui, a un effet positif sur la résilience économique (coefficient de 0.612), suggérant que l'éducation peut jouer un rôle dans la capacité d'adaptation économique. Concernant l'inclusion économique, les résultats montrent que certaines activités, comme les petits métiers (-1.275), le commerce (-6.029***) et l'activité agricole (-1.815*), ont des effets négatifs sur la résilience économique, ce qui pourrait indiquer que ces secteurs sont plus vulnérables aux chocs économiques. En revanche, les services employés semblent avoir un effet modéré mais positif sur la résilience économique (coefficient de 0.340), bien que cet effet ne soit pas statistiquement significatif.

Enfin, les stratégies de résilience économique, comme l'aide matérielle (coefficient de 3.489**), sont fortement associées à une meilleure résilience économique. L'aide alimentaire, quant à elle, n'a pas d'impact significatif. Ces résultats soutiennent que l'inclusion économique, notamment à travers des activités comme le commerce et l'agriculture, peut jouer un rôle important dans la perception du changement climatique, mais son impact sur la résilience économique reste plus mitigé.

6. Discussion des résultats

Les résultats de cette analyse fournissent des informations précieuses sur l'impact des variables économiques sur les différentes dimensions de la sécurité alimentaire des réfugiés. Ces résultats peuvent être mis en perspective à travers des théories économiques et des études antérieures qui ont exploré la relation entre les facteurs économiques et la sécurité alimentaire.

a. Disponibilité des Produits Alimentaires

Le niveau d'éducation a un impact significatif et positif sur la disponibilité des produits alimentaires, comme le montre le coefficient de 0.720 ($p < 0.01$). Cette relation peut être expliquée à travers la théorie du capital humain de Becker (1964), qui soutient que l'éducation permet aux individus d'améliorer leurs compétences et de mieux gérer leurs ressources. Ainsi, les personnes éduquées sont plus aptes à prendre des décisions éclairées concernant la gestion des stocks alimentaires, comme l'achat et le stockage en fonction des prix et des tendances du marché. Cette capacité à accéder à des informations économiques pertinentes est renforcée par la théorie du marché de l'information de Stiglitz (1981), qui affirme que l'accès à une meilleure information permet aux individus de prendre des décisions économiques plus avantageuses, notamment en matière d'approvisionnement alimentaire. En étant mieux informées, ces personnes peuvent négocier des prix plus compétitifs et assurer une gestion stable de leurs ressources alimentaires.

En revanche, l'impact négatif des petits métiers (coefficient de -2.217, $p < 0.01$) sur la disponibilité des produits alimentaires peut être compris à travers plusieurs théories

économiques, notamment celle de l'économie informelle développée par De Soto (1989). Les petits métiers dans l'économie informelle sont souvent caractérisés par une faible rentabilité, une instabilité des revenus et un manque de garanties d'approvisionnement. Ces facteurs limitent la capacité des travailleurs informels à maintenir une disponibilité stable de produits alimentaires. De plus, l'absence d'accès à des mécanismes de financement formels, tels que les prêts ou les assurances, empêche ces travailleurs de se préparer aux fluctuations économiques et de se constituer des stocks alimentaires suffisants, rendant leur gestion des ressources alimentaires plus vulnérable. La théorie de la rareté de Mullainathan et Shafir (2013) montre également que lorsqu'un individu manque de ressources, il se concentre davantage sur des tâches immédiates et urgentes, négligeant parfois des stratégies à long terme. Cela amène les travailleurs des petits métiers à prendre des décisions sous pression, ce qui peut nuire à l'efficacité de leur gestion alimentaire.

Par ailleurs, la théorie du capital social de Putnam (2000) souligne que les réseaux sociaux jouent un rôle essentiel dans la résilience économique. Les individus ayant un niveau d'éducation plus élevé ont souvent un capital social plus dense, leur permettant de se connecter à des réseaux d'information et de ressources qui facilitent une gestion efficace des produits alimentaires. En revanche, les travailleurs informels sont généralement moins intégrés dans ces réseaux sociaux, ce qui limite leur accès à des ressources et informations cruciales pour maintenir une disponibilité alimentaire stable. Ce manque de capital social et d'intégration dans des réseaux formels peut rendre leur gestion des stocks plus incertaine et vulnérable.

Ainsi, les théories du capital humain, de l'économie informelle, de la rareté et du capital social combinées expliquent pourquoi un niveau d'éducation plus élevé favorise une gestion plus efficace et stable des ressources alimentaires, tandis que l'implication dans les petits métiers informels expose les travailleurs à des défis structurels limitant leur capacité à maintenir un approvisionnement constant et sécurisé. Ces éléments montrent l'importance de l'éducation et des réseaux sociaux dans la gestion des ressources alimentaires et soulignent les difficultés supplémentaires rencontrées par les travailleurs informels dans ce domaine.

b. Stabilité des Revenus

Le niveau d'études n'a pas d'impact significatif sur la stabilité des revenus, mais la taille du ménage exerce un effet négatif (coefficient de -0.383, $p < 0.05$), ce qui est cohérent avec les théories de la vulnérabilité. Selon Ellis (2000), les ménages plus grands, en particulier ceux qui sont engagés dans des activités agricoles ou informelles, sont souvent plus vulnérables aux fluctuations économiques, car ils ont plus de membres à nourrir et peuvent avoir moins de sources de revenus stables. Une grande taille de ménage peut entraîner une pression accrue sur les ressources disponibles, ce qui limite la capacité du ménage à maintenir une source de revenus stable. Cependant, l'engagement dans les petits métiers (coefficient de 1.614, $p < 0.05$) améliore la stabilité des revenus. Cela peut être expliqué par la flexibilité des petits métiers, qui permettent aux individus de diversifier leurs sources de revenus, même si ces activités sont moins rentables. La théorie de la diversification des revenus (Ellis, 2000) soutient que les ménages qui participent à plusieurs sources de revenus (comme les petits métiers) peuvent mieux gérer les chocs économiques, même si chaque source individuelle est peu stable.

c. Utilisation des Produits Alimentaires

Les résultats montrent un effet positif et significatif de l'agriculture (coefficient de 1.871, $p < 0.05$) et du commerce (coefficient de 5.036, $p < 0.01$) sur l'utilisation des produits alimentaires. Cela est cohérent avec la théorie de la sécurité alimentaire de Barrett (2002), qui stipule que l'accès aux ressources alimentaires dépend non seulement de la disponibilité et de l'accessibilité, mais aussi de la capacité des ménages à utiliser ces ressources pour une alimentation diversifiée et nutritive. Le commerce et l'agriculture permettent de diversifier

l'alimentation, en fournissant à la fois des produits de culture maison et des possibilités d'acquérir des produits diversifiés sur le marché. Le faible impact des petits métiers (coefficient de 1.242) et des emplois dans le service public (coefficient de -0.918) sur l'utilisation des produits alimentaires suggère que ces activités ne génèrent pas de revenus suffisants pour améliorer substantiellement la qualité de l'alimentation. Selon Maxwell et al. (2000), les emplois précaires ou peu rémunérés, comme ceux dans les petits métiers ou le secteur des services, ne permettent pas une sécurité alimentaire durable, car les revenus sont souvent insuffisants pour garantir une alimentation diversifiée et nutritive.

Les résultats de cette analyse montrent clairement que plusieurs variables économiques, telles que le niveau d'éducation, la taille du ménage et le type d'activité économique, influencent la sécurité alimentaire des réfugiés dans diverses dimensions. Les activités économiques comme l'agriculture et le commerce jouent un rôle clé dans l'amélioration de la disponibilité, de l'accessibilité, de la stabilité et de l'utilisation des produits alimentaires. Ces résultats soutiennent les théories économiques sur l'importance de l'éducation, de la diversification des revenus et du contrôle direct sur la production alimentaire pour améliorer la sécurité alimentaire des populations vulnérables. En revanche, les activités précaires et les emplois mal rémunérés, comme les petits métiers et les emplois dans le service public, semblent avoir des effets négatifs ou peu significatifs sur la sécurité alimentaire des réfugiés. Cela suggère la nécessité de politiques publiques visant à améliorer l'accès à des emplois stables et bien rémunérés, à renforcer les programmes éducatifs et à promouvoir l'agriculture et le commerce comme moyens d'améliorer la sécurité alimentaire des réfugiés.

d. L'inclusion économique et les stratégies d'adaptation face aux changements climatiques

Les résultats de cette analyse soulignent l'importance des facteurs socio-économiques, notamment l'inclusion économique et les stratégies d'adaptation face aux changements climatiques, dans la résilience des populations vulnérables. En comparant ces résultats avec d'autres travaux de recherche et théories, plusieurs éléments clés peuvent être mis en lumière et contextualisés.

i. Perception du Changement Climatique

L'effet positif du statut matrimonial sur la perception du changement climatique (coefficient de 1.488***) est cohérent avec les conclusions de Bastagli et al. (2016), qui soulignent que les responsabilités familiales peuvent conduire à une plus grande sensibilisation aux risques environnementaux. En effet, les individus mariés ont tendance à percevoir les impacts du changement climatique de manière plus prononcée, car ils sont plus enclins à anticiper les conséquences sur leur foyer et leur famille. Toutefois, l'absence d'effet significatif du niveau d'études (coefficient de -0.116) contraste avec certaines théories selon lesquelles un niveau d'éducation plus élevé est généralement associé à une meilleure compréhension des enjeux environnementaux (voir Poortinga et al. (2004)). Il serait intéressant de vérifier si, dans des contextes spécifiques comme celui des camps, la perception du changement climatique est davantage influencée par des facteurs sociaux ou la proximité d'une catastrophe naturelle.

L'inclusion économique, en particulier à travers des activités comme les petits métiers, le commerce, et l'agriculture, montre un impact positif sur la perception du changement climatique. Ce phénomène peut être interprété à travers la théorie du capital social de Putnam (2000), qui met en évidence comment l'engagement économique dans certaines activités (comme l'agriculture ou le commerce) permet aux individus de mieux comprendre et répondre aux risques environnementaux. Les personnes impliquées dans ces secteurs sont souvent confrontées directement aux variations climatiques, ce qui les rend plus conscientes des enjeux liés au climat. En revanche, l'absence de relation significative pour les personnes dans des

services employés pourrait suggérer que ces emplois offrent moins de lien direct avec l'environnement naturel ou sont moins susceptibles d'être perçus comme vulnérables au changement climatique.

ii. Stratégies Adaptatives aux Changements Climatiques

Les stratégies de résilience face aux changements climatiques, comme la rotation des cultures et le changement d'activité, sont fortement associées à une réduction de la perception des impacts climatiques (coefficients respectivement de -1.159^{***} et -3.233^{***}). Ces résultats corroborent les théories de Adger (2003) sur l'adaptabilité des communautés agricoles face aux risques climatiques. La rotation des cultures, en particulier, est une stratégie bien établie dans la gestion des risques environnementaux, permettant de réduire l'impact des changements climatiques sur les rendements agricoles. Cependant, le reboisement et le changement d'activité ne semblent pas jouer un rôle déterminant, ce qui pourrait indiquer un manque d'efficacité perçue ou un faible accès à des programmes incitatifs et éducatifs. Ces résultats suggèrent également un manque de sensibilisation et de mise en œuvre des stratégies de reboisement. Cette observation rejoint les conclusions de Moser (1998), qui mentionne que les interventions liées à la gestion durable des ressources naturelles sont souvent sous-estimées dans les contextes de grande précarité, malgré leur efficacité théorique dans la réduction de la vulnérabilité climatique. Il serait utile de renforcer les politiques et les programmes visant à encourager des stratégies comme le reboisement et la promotion d'activités agricoles résilientes, en les rendant plus accessibles aux populations vulnérables.

iii. Résilience Économique

Les résultats relatifs à la résilience économique montrent des effets contrastés. Le statut matrimonial, bien que non significatif, est négativement associé à la résilience économique (coefficient de -0.748). Cela pourrait suggérer que dans certains contextes, les familles plus nombreuses ou celles ayant des responsabilités familiales accrues peuvent être plus vulnérables face aux chocs économiques, bien que cette relation ne soit pas confirmée par la statistique. Les études de Moser (1998) et Ellis (2000) soulignent que les ménages vulnérables dans des contextes ruraux ou semi-ruraux ont plus de mal à s'adapter économiquement en raison de leurs responsabilités familiales et de la faiblesse des ressources financières disponibles.

En ce qui concerne l'inclusion économique, les petits métiers, le commerce et l'activité agricole sont associés à des effets négatifs sur la résilience économique. Ces résultats sont intéressants car ils contredisent certaines théories de Sen (1999) qui stipulent que l'inclusion économique, en particulier via des activités comme le commerce ou l'agriculture, devrait théoriquement améliorer la résilience économique. Les résultats ici suggèrent que ces secteurs sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques, peut-être en raison de la faible rentabilité ou de la volatilité des marchés locaux. Dercon (2004) montre également que les secteurs informels et agricoles sont souvent les plus exposés aux crises économiques, une dynamique qui semble se refléter dans les données de cette étude. Cela souligne l'importance de diversifier les sources de revenus et d'assurer une meilleure protection sociale pour les personnes impliquées dans ces secteurs. L'effet positif de l'aide matérielle sur la résilience économique (coefficient de 3.489^{**}) est en ligne avec les travaux de Banerjee et Duflo (2011), qui argumentent que les aides directes et les transferts sociaux peuvent jouer un rôle crucial dans le renforcement de la résilience économique des populations vulnérables. Cependant, l'absence d'impact significatif de l'aide alimentaire suggère que les programmes d'aide alimentaire, bien qu'importants en situation de crise, ne sont pas suffisants pour améliorer de manière durable la résilience économique à long terme, comme l'ont montré Collins et al. (2009) dans leur étude sur les portefeuilles financiers des pauvres.

Les résultats de cette étude soulignent que l'inclusion économique et les stratégies liées aux

changements climatiques jouent un rôle essentiel dans la perception et la résilience des individus face aux chocs économiques et environnementaux. Cependant, certains secteurs, tels que les petits métiers et l'agriculture, restent particulièrement vulnérables aux fluctuations économiques, et des interventions ciblées, telles que l'amélioration des systèmes de soutien social et l'encouragement de pratiques agroécologiques, sont nécessaires pour améliorer la résilience de ces populations.

7. Conclusion

Au terme de cette analyse, l'objectif principal de cette étude était d'analyser l'effet de l'inclusion économique sur la sécurité alimentaire et la résilience des réfugiés du camp de Minawao, situé dans une région marquée par des crises humanitaires et des défis climatiques. Pour atteindre cet objectif, les données utilisés ont été collectés dans le cadre d'une enquête menée auprès d'un échantillon de 250 réfugiés dans le camp de Minawao au Cameroun.

Pour atteindre cet objectif global, deux axes d'analyse ont été développés. Le premier objectif spécifique visait à évaluer l'effet de l'inclusion économique sur la sécurité alimentaire des réfugiés. Les résultats montrent que l'accès à des emplois rémunérés, à des formations professionnelles et à des services publics de bases et au AGRs permet aux ménages réfugiés d'augmenter leurs revenus. Cette augmentation des revenus facilite l'achat des aliments diversifiés et nutritifs, réduisant ainsi le risque de malnutrition et d'insécurité alimentaire. L'amélioration des moyens de subsistance des réfugiés permet d'assurer une alimentation régulière et saine, un pas important vers une vie plus digne.

Le deuxième objectif spécifique visait à évaluer l'effet de l'inclusion économique sur la résilience des réfugiés face aux chocs économiques et climatiques. Les résultats ont montré que les réfugiés ayant accès à des opportunités économiques développent une capacité accrue à faire face aux crises, qu'il s'agisse de fluctuations des prix des denrées alimentaires ou des impacts des événements climatiques extrêmes. Les activités génératrices de revenus et l'accès aux services financiers comme le microcrédit jouent un rôle clé en offrant aux réfugiés des filets de sécurité qui leur permettent de se relancer après des situations difficiles et de mieux préparer l'avenir.

Les hypothèses de recherche émises au début de cette étude, à savoir que l'inclusion économique influence positivement la sécurité alimentaire (H1) et la résilience (H2) des réfugiés, ont été vérifiées par les analyses empiriques. Les données recueillies et analysées ont démontré une corrélation positive entre l'accès aux opportunités économiques et l'amélioration de la sécurité alimentaire ainsi que de la résilience des réfugiés. Ces résultats confirment l'idée que pour répondre efficacement aux besoins des populations vulnérables, il est essentiel d'aller au-delà de l'assistance humanitaire traditionnelle et de promouvoir des stratégies favorisant leur intégration économique. Sur le plan scientifique, cette étude enrichit la littérature sur les stratégies de développement pour les populations vulnérables, notamment les réfugiés. Elle démontre que l'inclusion économique, au-delà de l'aide humanitaire, est une approche viable pour améliorer durablement les conditions de vie des réfugiés. Elle met en lumière l'importance de l'accès à des opportunités économiques pour renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des populations déplacées. Sur le plan managérial, les résultats de cette recherche offrent des indications précieuses pour les décideurs et les organisations humanitaires. Ils montrent que des interventions visant à améliorer l'accès à l'emploi, aux services financiers et aux formations professionnelles peuvent avoir un impact significatif sur le bien-être des réfugiés. Les recommandations de cette étude encouragent les organisations à adopter des stratégies d'inclusion économique comme partie intégrante des programmes d'aide aux réfugiés, afin de promouvoir leur et de diminuer leur dépendance à l'aide extérieure.

Afin d'améliorer davantage la sécurité alimentaire des et la résilience des réfugiés, les efforts particuliers seraient fournis dans diverses orientations. Pour améliorer le niveau de vie des

réfugiés et leur autonomisation, il est important d'adopter des mesures facilitant leur accès à des emplois formels et décents. Les ONG et les acteurs locaux devraient renforcer les programmes de formation professionnelle et d'accompagnement à l'emploi, en mettant un accent particulier sur les compétences demandées dans les marchés locaux. Cela permettra aux réfugiés d'acquérir des qualifications valorisables, augmentant leurs chances de trouver un travail stable et de générer des revenus suffisants pour subvenir à leurs besoins. Il est également recommandé d'élargir l'accès des réfugiés aux services financiers, tels que les microcrédits, les épargnes et les assurances. Ces services sont essentiels pour soutenir les initiatives entrepreneuriales et les activités génératrices de revenus des réfugiés. Les programmes de microfinance doivent être inclusifs, offrant des conditions adaptées aux réalités économiques des réfugiés, afin de réduire les obstacles liés à l'accès au crédit et de promouvoir une meilleure autonomie financière. Les acteurs humanitaires et les gouvernements locaux devraient collaborer pour créer un cadre juridique facilitant l'accès des réfugiés aux marchés du travail et aux ressources productives, comme la terre et les équipements. La mise en place de partenariats avec le secteur privé pourrait aussi offrir des opportunités d'emploi et des formations adaptées aux besoins des entreprises locales, contribuant ainsi à une intégration économique réussie des réfugiés dans les communautés d'accueil. Enfin, il est recommandé de promouvoir des programmes de soutien aux femmes réfugiées, souvent chefs de famille et principales responsables de l'alimentation dans les ménages. Les initiatives économiques ciblant les femmes doivent inclure des formations en entrepreneuriat, un accès facilité aux crédits et un soutien pour la création d'activités génératrices de revenus. L'autonomisation des femmes réfugiées pourrait avoir un effet multiplicateur sur la sécurité alimentaire et la résilience des familles, renforçant ainsi le bien-être général de la communauté. Bien que les résultats soient encourageants, cette étude n'a exploré qu'un échantillon limité et s'est concentrée sur le camp de Minawao. Il serait pertinent d'étendre la recherche à d'autres camps de réfugiés et régions pour comparer les résultats et affiner les stratégies d'inclusion économique. De plus, il serait intéressant d'examiner les effets à long terme de ces interventions sur la sécurité alimentaire et la résilience, en incluant des aspects comme l'impact des politiques publiques ou des initiatives privées dans le renforcement de l'inclusion économique des réfugiés. L'inclusion économique apparaît comme une voie prometteuse pour améliorer durablement la vie des réfugiés. En leur offrant les moyens de subvenir eux-mêmes à leurs besoins, pas seulement à leurs besoins immédiats, mais en les aidant également à construire un avenir plus stable et plus résilient.

8. References

- A, D., & C, P. (1992). *Economies of Scale; house hold size and the demande for food. Journal of political economy.*
- Adger, W. N., Arnell, N. W., & Tompkins, E. L. (2009). *Adapting to climate change: Perspectives across scales. Global Environmental Change*
- Aktouf, O. (1987). *Methodologie des sciences sociales et approches qualitative des organisations :une introduction a la demarche classiaque et une critique.*
- Aleinikoff, A. (2015). *From dependance to self resilience :Changing the paradigm in protracted refugee situation.*
- Alexender, B. e. (2018). *Refugee economies in Kenya.* Refugee studies center.
- Baldwin, S., & al. (2015). *Employment Programs for Syrian Refugees: Impact on Food Security and Financial Autonomy.* UNHCR and International Labour Organization (ILO).
- Banerjee, A., & Duflo, E. (2011). *Poor economics: A radical rethinking of the way to fight global poverty.* PublicAffairs.
- Banque Mondiale. (2016). *Economic Inclusion and Its Role in Refugee Self-Reliance:*

A Global Review.

- Banque mondiale. (2021). *Rapport sur la pauvreté au Cameroun*. Consulté sur le site de la Banque mondiale.
- Barrett, C. (2008). *Food policy ; small holder market participation :Concepts and evidence from Eastern and Southern Africa* .
- Barry, s., & Wandel., J. (2006). *Adaptation, Adaptative capacity and vulnerability* . *ELSEVIER ; Global Environmental change* .
- Becker, G. S. (1964). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*. University of Chicago Press.
- Bene, C. H. (2014). *Is resilience a useful concept in the context of food security and nutrition programmes ?Some conceptual and practical consideration food security*.
- Bene, C., Newsham, A., Davies, M., & godfrey, M. U. (s.d.). *Resilience poverty and development*. *journal of international development* .
- betts, A., Fryszer, L., & steck, N. O. (2019). *Towards Sustainable opportunities for urban communities*.
- Care(2021) :*L'Extrême-Nord du Cameroun, une région marquée par l'instabilité et le changement climatique*
- Christophe Bene., T. F. (2016). *The influence of Subjective and psycho-social factors on peoples resilience : Conceptual framework and empirical evidence*.
- Christophe, B., Andrew, N., Mark, D., Martina, U., & Rachel, G. (2014). review article: *Resilience ; poverty and development* . *journal of international development* .
- Cohen, R., & Sablonnière, M. (2015). *Resilience et changements sociaux: Perspectives théoriques et pratiques*. Presses Universitaires de France.
- Collins, D., Morduch, J., Rutherford, S., & Ruthven, O. (2009). *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day*. Princeton University Press.
- Dercon, S. (2004). *Growth and shocks: Evidence from rural Ethiopia*. *Journal of Development Economics*
- Deressa, T. T., Hassan, R. M., Ringler, C., Alemu, T., & Yesuf, M. (2009). *Determinants of farmers' choice of adaptation methods to climate change in the Nile Basin of Ethiopia*. *Global Environmental Change*, 19(2), 248-255.
- Diallo.F. (2022). *Analyse des fondements theoriques de la securité alimentaire*. *Revue d'economie et de gestion*, 3(11), 363-385.
- Duffield, M. (2019). *Governing Precarity through adaptative design* . *journal of humanitarian affairs* , 15-27.
- Duflo, E. (2012). *Women empowerment and Economics development*.
- Easton, C. E., & Omatta, N. (2018, Avril). *Panacea for refugee crisis ?Rethinking the promotion of self resilience for refugee*.
- Ellis, F. (2000). *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*. Oxford University Press.
- Emile, B., Nyore, Augustin, G., Ali, M., & Armand, A. (2020). *Mesure de la securité alimentaire des menages ruraux de la la region de l'Extreme Nord du Cameroun, une methode d'analyse Multidimensionnelle*.
- Emile, B., Nyore, Augustin, G., Ali, M., & Armand, A. (2023). *La securité alimentaire au Nord Cameroun:Une approche d'analyse quantitative*.
- *Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle République du Cameroun 2020*
- Fallot, A., & Dury, F. B. (2019). *Les paradoxes de la resilience en matiere de securité alimemtaire*. *Revue internationale des etudes du developpement* .

- Feubi Pamen. E. P., Tchitchoua J. & Soh S.G., 2016. *Gender inequality implications for agricultural growth and non-monetary poverty in rural Cameroon. The African Statistical Journal*, 19, 57-75.
- Filho (2020) *Handbook of Climate Change Résilience*
- Hallegates, S. (2014). *Quand les crises se suivent et se ressemblent*.
- Hamza M.N., Engwali F.D., Dinictri S.W.B., (2019) *Assessing the Food Security of Vulnerable Agricultural Households to Climate Change in the Council of Tokombéré, Cameroon: An Analysis Focused on the FCS, HDDS and CSI. International Journal of Agricultural Economics*, 4(1): 19-25.
- Hannah, U. K. (2020). *Refugee as actors? Critical reflections on global refugee policies on self resilience. Journal of refugee studies* , 22-41.
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). (2017). *Réfugiés et sécurité alimentaire en Afrique de l'Est : Évaluation des impacts des programmes d'insertion professionnelle*.
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). (2021). *Global Trends: Forced Displacement in 2020*.
- HCR, H. c. (s.d.). <https://www.unhcr.org/fr/>.
- HCR. (2022). *Rapport et publication /HCR*.
- Heltberg, R., Siegel, P. B., & Jorgensen, S. L. (2009). *Addressing human vulnerability to climate change: Toward a "no-regrets" approach. Global Environmental Change*.
- Holmes, R., & Jones, N. (2013). *Gender and social protection in the developing world: Beyond mothers and safety nets*. Zed Books.
- INS (2024) : *Note sur l'évolution des prix à la consommation finale des ménages au Cameroun*
- J.C Aker and Mbiti I.M. (s.d.). *Mobiles phones ,economic development in Africa. journal of economic perspectives*.
- Janin, P. (2009). *La complexité du risque d'insecurite alimentaire en milieu sahelien. ANNALES DE GEOGRAPHIE(668)*, 430-448.
- Jeans, H., Thomas, s., & castillo, e. g. (2016). *Cadre et directive d'Oxfam pour un developpement resilient*.
- Krishna, A. (2010). *One illness away: Why people become poor and how they escape poverty. Oxford University Press*.
- Kumar, P. (2017). *Economic Integration of Refugees in Central Africa: Agricultural Credit and Training Programs*. World Bank.
- Lucas, R. E. (1988). *On the Mechanics of Economic Development. Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3-42.
- M, E., Jamison, & Lau. (1980). *Farmer education and Farm efficiency: A survey economic development and cultural change*.
- Mearns, R., & Norton, A. (Eds.). (2010). *Social dimensions of climate change: Equity and vulnerability in a warming world*. World Bank Publications.
- Mercy Catherine Akelo et David Mwangwa (2023) *Household Size and Household Food Security in Ngetta Ward, Lira City, Northern Uganda*
- Mondial, B. (2020). *Sécurité alimentaire et Nutrition ;rapport OCDE*.
- Moser, C. O. N. (1998). *The asset vulnerability framework: Reassessing urban poverty reduction strategies. World Development*, 26(1), 1–19.
- Ndiaye, M. (2019). *L'inclusion économique des réfugiés : étude de cas des camps de réfugiés au Sénégal et en Guinée*. Thèse de doctorat en sciences sociales, Université de

Dakar.

- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*. Cambridge University Press.
- OCHA, PAM, UNICEF, (2019) *Cameroun : Insécurité alimentaire et malnutrition.*)
- OCHA. (2023). *Annual Report*.
- OCHA. (2019, Juin 10). OCHA Annual report 2018.
- OCHA. (2023). *Rapport annuel*.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (s.d), O. d. (s.d.). <http://www.fao.org/home/fr/>.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2000). *Ampleur et nature de l'insecurité alimentaire et la vulnérabilité*.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2022). *Perspectives mondiales sur la sécurité alimentaire. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2023). *Le concept de la sécurité alimentaire*.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2014). *Improving Food Security for Refugees in West Africa: Case Studies and Recommendations*.
- Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). (2020). *Migration and Economic Inclusion of Refugees: A Multi-country Analysis*.
- Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press.
- PAM. (2023). *Rapport mondial sur les crises alimentaires* .
- PNUD. (2008). *Guidance Note on Early Recovery*. United Nations Development Programme
- PNUD. (2014). *Rapport sur le développement humain* .
- Programme Alimentaire Mondial (PAM). (2022). *Impact of Reduced Humanitarian Aid on Food Security in Refugee Camps: Case Study of Minawao*.
- Putnam, R. D. (1993). *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton University Press.
- R. Quisumbing, L. P. (2010). *Promising approaches to address the need of female farmers :ressources constraint and interventions* . Elsevier journal ; *World Development* .
- *Rapport Banque Mondiale* (2021)
- *Rapport INS Cameroun* (2020)
- *Rapport MINADER NO et SO*, (2020).
- Ravallion, M., & Chen, S. (2009). *Weakly relative poverty. Review of Economics and Statistics*
- Rawls, J. (1971). *A theory of Justice* .
- Romer, P. M. (1990). *Endogenous Technological Change*. *Journal of Political Economy*, 98(5), S71-S102.
- Rosenzweig, C. .., & Merhrotra, S. (2018). *Climate change and Cities:Second Assessment report of urban climate change*.
- Rozenberg, S. H. (2017). *climate change through a poverty lens* .
- Saez, P., & worden, J. K. (2020). *Inclusive Coordination :Building an area based Humanitarian*.

- selim, F. L. (2012). La securité alimentaire : La construction d'un bien public global ?
- Sen, A. (1981). Poverty and Famines.
- Sen, A. (1999). Development as Freedom. Oxford University Press.
- Strang, A. A. (2008). Understanding integration: A conceptual FrameWork. *Journal of refugee studies* .
- Thomas, & Strauss. (s.d.). Human resouces empirical modeling of household and family decisions. *Handbook of development economics*.
- Thomas, S. e. (1995). Human ressources empirical modeling of household and family decisions. *Handbook of developpement economics*.
- Ulrike, K. S. (2020). Refugee as actor?Reflections on global refugee policies on self resilience. *journal of refugee studies*, 22-41.pp
- UNHCR. (2005). *Handbook for self resilience* . Geneva.
- UNHCR. (2018). *Refugee livelihoods and economic inclusion; global strategy concept*. Geneva.
- UNHCR. (2020). *Self resilience and inclusion* . Geneva.
- UNHCR. (2021). *comprehensive refugee response framework*.
- UNHCR. (2022). *Refugee livelihood and economic inclusion*.
- Valerie, B. T. (2023, Juin). Minawao: Un espqce de prise en charge et de resilience sanitaire des refugies nigerians dans le Mayo Tsanaga (Ext-Nord Cameroun). (55).
- W.N.Adger. (2006). *Vulnerability ;global environmental change*.